

La révolution russe



I. Re ga rd s su r le pa ss é et l' av en ir

Il est très étonnant de voir combien sont peu connues en dehors de la Russie, la situation actuelle et les conditions dans lesquelles se trouve ce pays. Même des personnes intelligentes, surtout parmi les ouvriers, ont les idées les plus confuses en ce qui concerne la Révolution russe, son développement et sa situation actuelle, tant politique qu'économique et sociale. Si l'on juge la Russie et les événements qui s'y sont passés depuis 1917, ce jugement sera très incomplet, sinon erroné; bien que la plupart des gens prennent parti et parlent pour ou contre la Révolution et les bolchéviks, presque personne ne possède une connaissance exacte et claire des facteurs essentiels qui s'y rapportent. En général, les opinions exprimées – favorables ou non – sont basées sur des informations très incomplètes dont on peut contester l'authenticité, et qui sont souvent entièrement fausses, informations concernant la Révolution russe, son développement et l'aspect actuel du régime bolchéviste. Mais

les opinions soutenues sont pour la plupart, non seulement fondées sur des dates imprécises ou fausses, mais encore obscurcies – et à vrai dire dénaturées – par des sentiments amicaux, préjugés personnels et intérêts de classes. Au fond c'est une profonde ignorance qui, sous une forme ou une autre, caractérise l'attitude de la grande majorité des gens envers la Russie et les événements de Russie.

Et cependant, la compréhension de la situation russe est d'importance fondamentale pour le progrès et le bien-être futurs du monde. On ne saurait trop insister sur ce point. C'est de la juste estimation de la révolution Russe, du rôle qui y a été joué par les bolchéviks et autres partis et mouvements politiques et des causes qui ont amené la situation présente, bref c'est de l'entière compréhension de tout le problème que dépendent les enseignements que nous tirerons du grand événement historique de 1917. Ces enseignements affecteront en bien ou en mal l'opinion et l'activité dans une grande partie de l'humanité. Autrement dit, les changements sociaux de l'avenir – le travail et les efforts révolutionnaires qui les précèdent et les accompagnent – seront profondément influencés par la compréhension populaire de ce qui s'est réellement passé en Russie.

Il est généralement admis que la Révolution Russe est l'événement historique le plus important depuis la grande Révolution Française. Je suis même enclin à croire qu'au point de vue de ses conséquences potentielles, la Révolution de 1917 est le fait le plus significatif dans toute l'Histoire connue de l'humanité. C'est la seule Révolution qui aspirait *de facto* à la Révolution sociale Mondiale; c'est la seule qui a présentement, aboli le système capitaliste sur tout un territoire et a changé de fond en comble toutes les relations sociales existantes jusqu'alors. Un événement d'une telle grandeur humaine et historique ne doit pas être jugé de l'étroit point de vue de la partialité. Aucun sentiment personnel ni aucun préjugé ne devraient venir déformer

l'attitude des individus. Avant tout, chaque phase de la Révolution doit être étudiée avec soin, sans biais ni préjugé, tous les faits considérés sans *a priori*, pour que nous puissions nous faire une opinion juste et précise. Je crois, j'ai la ferme conviction, que seule, toute la vérité en ce qui concerne la Russie peut être d'un profit immense.

Malheureusement, cela n'a pas été le cas jusqu'à maintenant, à quelques exceptions près. Il était tout naturel que la Révolution Russe provoquât d'une part, l'antagonisme le plus amer, et de l'autre la défense la plus passionnée. Mais la partialité, de quelque côté qu'elle se manifeste, n'est pas un juge objectif. Pour dire vrai, les plus odieux mensonges, de même que les plus ridicules affabulations concernant la Russie ont été répandues, et continuent de l'être, même encore aujourd'hui. On ne peut, naturellement, pas s'étonner que les ennemis de la Révolution russe, et de la Révolution en général, et comme tels les réactionnaires et leurs agents, aient inondé le monde des interprétations les plus venimeuses des événements perpétrés en Russie. Sur eux et leur information, je n'ai plus besoin de m'appesantir: il y a déjà longtemps qu'ils sont discrédités aux yeux des gens honnêtes et intelligents.

Il est triste de constater que ce sont les soi-disant amis de la Russie et de la Révolution Russe qui ont fait le plus de mal à la Révolution, au peuple Russe et aux meilleurs intérêts des masses de travailleurs du monde par leur zèle sans modération en ne tenant pas compte de la vérité. Quelques-uns par ignorance, mais la plupart consciemment et intentionnellement ont menti avec persistance et passion, en contradiction avec tous les faits, par la fausse notion qui leur faisait croire qu'ainsi ils «aidaient la Révolution». Les raisons d'«expédients politiques», de «Diplomatie bolchévique», de «nécessités de l'heure» qu'ils alléguaient et souvent des motifs de considérations moins altruistes, les ont fait agir de cette façon; ils ont fait fi des considérations

légitimes d'un honnête homme, d'un véritable ami de la Révolution Russe, de l'émancipation de l'humanité et de l'Histoire véridique qui est respect de la vérité. Il y a eu des hommes honorables, faisant exception, malheureusement en très petit nombre et dont la voix s'est presque toujours perdue dans la passion des fausses interprétations et des surenchères. Mais la plupart de ceux qui visitèrent la Russie mentirent, tout simplement, quant à la situation de ce pays, – je le répète délibérément. Quelques-uns, n'ayant pas eu le temps nécessaire ni l'occasion d'étudier la situation, donnèrent des informations erronées. Ils avaient fait des séjours de quelques jours ou quelques semaines à Pétrograd et Moscou, sans connaître la langue, sans avoir jamais eu de rapports directs avec le peuple, sans connaître du pays et des gens rien d'autre que ce qu'avaient bien pu leur dire et leur montrer les cicérones officiels qui les avaient partout guidés.

Dans beaucoup de cas, ces «historiens de la Révolution» étaient de véritables incompetents, naïfs jusqu'au ridicule. Ils étaient si peu familiarisés avec tout ce qui les entourait, que le plus souvent ils n'avaient même pas le moindre soupçon sur «l'affable interprète», si désireux de tout montrer et de tout expliquer. Ils ne se doutaient pas qu'il était en réalité un membre du groupe des «hommes de confiance», spécialement désignés pour «guider» les visiteurs importants. Beaucoup de ces visiteurs ont depuis, parlé et écrit abondamment sur la Révolution Russe avec peu de connaissance et encore moins de discernement. Il y en eut d'autres qui avaient eu le temps et l'occasion nécessaires, et quelques-uns d'entre eux essayèrent réellement de faire une étude sérieuse de la situation, pas uniquement pour des articles à sensation. Pendant mon séjour de deux ans en Russie, j'ai eu l'occasion de rencontrer personnellement presque tous les visiteurs étrangers, les missions des syndicats et presque tous les délégués d'Europe, d'Asie, d'Amérique et d'Australie, qui se rassemblaient à Moscou pour

assister au Congrès International communiste et au Congrès Révolutionnaire de l'Industrie, qui se tint là-bas l'année passée. La plupart d'entre eux pouvaient voir et comprendre ce qui se passait dans le pays. Mais il était vraiment exceptionnel qu'ils eussent une vision assez nette et assez de courage pour comprendre que seule toute la vérité servirait le mieux les intérêts de la situation.

Cependant, en général, les différents visiteurs de la Russie se souciaient fort peu de la vérité, et se montraient systématiquement tels lorsqu'ils commencèrent à «éclairer» le monde. Leurs assertions frisaient fréquemment une idiotie criminelle. Pensez, par exemple, à Georges Lansbury (publiciste du «Daily Herald» de Londres), qui rapporte que les idées de fraternité, d'égalité et d'amour prêchées par Jésus de Nazareth étaient en train de se réaliser en Russie et qu'en même temps Lénine déplorait «la nécessité du communisme de guerre» imposé par l'intervention et le blocus des Alliés. Considérez «l'égalité» qui divisait la population russe en 36 catégories, suivant la ration et les appointements reçus. Un autre anglais, écrivain connu, s'écriait emphatiquement que tout serait bien en Russie, s'il n'y avait pas infiltration de l'extérieur... pendant que des districts entiers dans l'Est, le Sud et en Sibérie, quelques-uns de ceux-ci plus grands en surface que la France, étaient en rébellion armée contre les Bolchéviks et leur politique agraire. D'autres écrivains surenchérisaient sur le régime libre des Soviets, pendant que 18 000 de ses fils gisaient morts à Kronstadt, après avoir lutté pour la victoire du régime libre des Soviets.

Mais pourquoi s'étendre sur ces prostitutions littéraires? Le lecteur se rappellera aisément la foule des gens bernés qui nièrent avec force l'existence même des choses que Lénine essayait d'expliquer comme inévitables. Je sais que beaucoup de délégués et autres gens crurent que la situation réelle de la Russie étant connue à l'étranger, on pourrait forcer la main aux réactionnaires et interventionnistes. Cependant,

cette croyance ne nécessitait pas une représentation de la Russie en Eldorado du travail. Mais le temps où il aurait pu paraître inopportun de parler explicitement de la situation russe, est passé depuis longtemps. Cette période est terminée, reléguée dans les archives de l'Histoire par l'introduction de la «nouvelle politique économique». Maintenant le temps est venu pour nous de tirer les enseignements de la Révolution et rechercher les causes de sa débâcle. Pour que nous puissions éviter les fautes qu'elle a commises (Lénine dit franchement qu'elles ont été nombreuses), et que nous puissions adopter ses meilleures lignes, nous devons savoir toute la vérité sur les événements de Russie.

C'est pourquoi je considère l'activité présente de quelques délégués et autres hommes comme positivement criminelle et comme une trahison des véritables intérêts des travailleurs du monde. J'en appelle aux hommes et aux femmes, dont quelques-uns étaient délégués aux congrès qui eurent lieu à Moscou en 1921, et qui continuent toujours à propager les mensonges «idylliques» sur la Russie, abusent les masses par leurs descriptions idéalisées des conditions de travail qui y règnent et cherchent même à amener les travailleurs d'autres pays à émigrer en masse en Russie. Ils renforcent l'effrayante confusion mentale déjà existante dans l'esprit du peuple, trompent le prolétariat par de faux rapports concernant le présent et de vaines promesses pour un proche avenir. Ils continuent d'abuser les esprits en soutenant la dangereuse illusion que la Révolution est toujours vivante et déploie une activité continue en Russie. C'est une tactique des plus méprisables. Il est naturellement très facile à un leader syndicaliste américain, se jouant de l'élément radical, de rédiger des rapports enthousiastes sur la condition des travailleurs russes, étant entretenu, aux frais de l'État au «Lux», l'hôtel le plus luxueux de Russie. En vérité, il peut affirmer qu'on n'a «pas besoin d'argent», car ne reçoit-il pas tout ce qu'il désire, sans frais aucuns? Oui, pourquoi le Président de l'union américaine des ouvriers en aiguilles ne

rapporterait-il pas que les ouvriers russes jouissent de l'entière liberté de parole? Il oublie de mentionner que, seuls, les Communistes et leurs «fidèles» pouvaient parler, pendant que le distingué «visiteur» enquêtait sur les conditions dans les usines.

Que l'Histoire leur pardonne... Moi, je ne le puis. □ □

II

Pour que le lecteur puisse bien comprendre ce que je vais exposer par la suite, je crois qu'il est nécessaire d'établir brièvement l'état d'esprit qui m'animait à l'époque de mon arrivée en Russie.

Il y a deux ans de cela, un gouvernement, le «plus libre de la terre», m'avait fait déporter en compagnie de 248 autres hommes politiques du pays dans lequel j'avais vécu pendant plus de trente ans. Je protestai avec véhémence contre le crime moral perpétré par une prétendue démocratie ayant recours à des méthodes qu'elle avait si violemment attaquée de la part de l'autocratie tsariste. Je stigmatisai la déportation d'hommes politiques comme un outrage aux droits les plus fondamentaux de l'homme, et je la combattis par principe. Pourtant, j'étais heureux. En effet, lorsque la Révolution de février éclata, déjà j'avais désiré aller en Russie, mais l'affaire de Mooney m'en avait empêché: j'avais de la répugnance à quitter le champ de bataille. Ensuite, les États-Unis m'emprisonnèrent et engagèrent contre moi des poursuites pénales à cause de mon opposition à la boucherie mondiale. Pendant deux ans, l'hospitalité forcée des prisons fédérales empêcha mon départ. La déportation s'ensuivit. J'ai déjà dit que j'étais heureux, mot trop faible pour exprimer la joie débordante qui emplissait tout mon être à la certitude de visiter la Russie. □

La Russie! J'allais rentrer au pays qui avait fait disparaître l'empire des Tsars de la mappemonde, j'allais voir le pays de

la Révolution Sociale! Pouvait-il y avoir plus grande joie pour quelqu'un qui, dès son jeune âge, s'était rebellé contre la tyrannie, et dont les rêves imprécis de jeunesse avait entrevu un monde de fraternité humaine et de bonheur, et dont la vie entière avait été consacrée à l'avènement de la Révolution Sociale?

Le voyage fut un véritable pèlerinage. Quoique prisonniers et traités avec une rigueur toute militaire, et que le «Buford» fût un vieux rafiot faisant eau, et mît notre vie constamment en péril durant cette odyssée d'un mois, tous les déportés, à la pensée qu'ils étaient en route pour le pays de la Révolution (fertile en promesses), gardaient un moral excellent et vivaient dans l'attente du grand jour qui approchait. Le voyage fut long, très long, et honteuses les humiliations que nous dûmes endurer: nous étions entassés sous le pont, vivant dans l'humidité et dans une atmosphère pestilentielle, et nourris avec de maigres rations. Notre patience était presque à bout, mais notre courage restait inébranlable; et enfin nous parvînmes à destination.

Ce fut le 19 janvier 1920, que nous mîmes pied à terre sur le sol de la Russie des Soviets. Un sentiment de solennité, de respect m'accabla presque. C'est la même impression qu'ont dû éprouver mes pieux ancêtres en pénétrant pour la première fois dans le Saint des Saints. Un grand désir s'était emparé de moi: m'agenouiller et embrasser cette terre imbibée du sang de générations de malheureux et de martyrs, arrosée à nouveau par ces révolutionnaires triomphants. Jamais auparavant, pas même lorsque je fus rendu à la vie après les horribles ténèbres de quatorze ans de prison, je n'avais été ému si fortement, brûlant du désir d'embrasser l'humanité, de déposer mon cœur à ses pieds, de sacrifier ma vie mille fois, si c'était seulement possible, au service de la Révolution Sociale. Ce fut le plus grand jour de ma vie.

Nous fûmes reçus à bras ouverts. L'hymne révolutionnaire, exécuté par l'orchestre rouge, nous salua avec enthousiasme au

moment où nous traversons la frontière russe. Les acclamations des défenseurs à bonnets rouges de la Révolution se multiplièrent à travers les bois, résonnant au loin comme des roulements du tonnerre. Devant le symbole visible de la Révolution Triomphante, je restais la tête courbée. J'étais ému et fier, mais cependant, je me sentais tout petit devant la grandeur de la manifestation de la Révolution Sociale actuelle. Quelle profondeur, quelle grandeur s'y révélaient, et quelles immenses possibilités se révélaient dans ses perspectives!

En mon for intérieur, je me disais: «Puisse ta vie passée avoir contribué, si peu que ce fût, à la réalisation du grand idéal humain et à ceci, qui en est le commencement». Et j'ai eu conscience du grand bonheur qui m'était offert d'agir, de travailler, d'aider de tout mon être l'achèvement révolutionnaire de ce peuple merveilleux. Ils ont lutté et sont sortis victorieux de la bataille. Ils ont proclamé la révolution sociale: cela signifiait que l'oppression avait cessé, que la soumission et l'esclavage, les deux fléaux de l'humanité, étaient abolis. L'espoir de tant de générations et d'âges s'était enfin réalisé. La justice s'était établie sur la terre, du moins dans la partie qui comprenait la Russie Soviétique, et désormais ce précieux héritage ne serait plus perdu.

Mais les années de guerre et de révolution ont épuisé le pays. La souffrance et la famine règnent et il y a grand besoin de cœurs courageux et de mâles volontés pour agir et aider. Mon cœur était plein d'allégresse. Oui, je me donnerais de tout mon être au service du peuple. Je serais rajeuni par chaque effort en avant, dans la tâche la plus rude, pour l'accroissement du bien-être commun. Je consacrerai toute ma vie à la réalisation du grand espoir du monde, à la Révolution Sociale.

Au premier avant-poste de l'armée russe s'organise un formidable meeting pour nous souhaiter la bienvenue. La grande

salle, remplie de soldats et de marins, les femmes en habits sombres sur l'estrade des orateurs, leurs discours, toute cette atmosphère palpitante de la Révolution agissante..., tout cela fit une grande impression sur moi. Pressé de dire quelque chose, je remerciai les camarades russes pour la chaleureuse réception faite aux déportés d'Amérique, je les félicitai des luttes héroïques qu'ils soutenaient et leur dis ma grande joie à me trouver parmi eux. Et ensuite, je résumai toute ma pensée dans cette unique phrase: «Chers camarades; nous ne sommes pas venus pour enseigner, mais pour apprendre, pour apprendre et pour aider.»

Voilà mon entrée en Russie. Et voilà ce qu'éprouvèrent la plupart des déportés, mes compagnons.

III

Ce que j'ai appris, je l'ai appris peu à peu, jour par jour, dans différentes parties du pays. J'ai eu des occasions exceptionnelles d'observer et d'étudier. J'étais en rapports étroits avec les chefs du Parti Communiste, en contact avec presque tous les militants, hommes et femmes, j'ai participé à leur activité, et j'ai beaucoup voyagé à travers le pays dans les conditions les plus favorables pour prendre contact personnellement avec la vie des ouvriers et des paysans. Au premier abord, je ne pus croire que ce que je voyais fût réel. Je ne voulais en croire ni mes yeux ni mes oreilles. À la façon de ces miroirs truqués qui vous renvoient votre image horriblement défigurée, de même la Russie semblait refléter la Révolution comme une effrayante perversion. C'était une épouvantable caricature de la vie nouvelle et de l'espoir du monde. Je n'entrerais pas maintenant dans la description détaillée de ma premières impressions, de mes investigations et de tout ce que par la suite, engendra ma conviction finale. J'ai lutté sans repos et avec amertume contre moi-même. J'ai lutté pendant deux ans, tant il est dur de convaincre celui qui n'a pas besoin d'être convaincu. Et je confesse que je n'avais pas besoin d'être convaincu que la Révolution, en

Russie, était devenue un mirage, une déception dangereuse. Je luttais longtemps et fermement contre cette conviction. Mais les preuves s'accumulaient et chaque jour apportait des témoignages plus odieux à l'encontre de ma volonté, de mon espoir et de mon admiration sans bornes et de mon enthousiasme pour la Russie qui me dévorait. J'étais convaincu que la Révolution Russe *avait été assassinée*.

Comment et par qui?

Quelques écrivains ont affirmé que l'accession des Bolchéviks au pouvoir était dû à un coup de main, et des doutes ont été exprimés concernant la nature et l'importance de l'événement d'octobre.

Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Au point de vue historique, le grand événement connu sous le nom de Révolution d'octobre était, dans le sens le plus large, une révolution sociale. Elle était caractérisée par tous les facteurs essentiels d'un tel changement fondamental. Elle était faite, non par un parti politique, mais par les masses elles-mêmes d'une façon qui transformait radicalement toutes les relations économiques, politiques et sociales existant jusque-là. Mais elle n'eut pas lieu en octobre.

Ce mois marqua la «consécration légale» et formelle des événements révolutionnaires qui la précédèrent. Pendant les semaines et les mois qui la précédèrent, cette Révolution s'était étendue à toute la Russie. Le prolétariat des villes prenait possession des magasins et des usines, pendant que les paysans expropriaient les grands domaines et utilisaient la terre à leur propre usage. En même temps, des comités d'ouvriers, de paysans et des Soviets se formèrent partout dans le pays, et alors commença le transfert successif du pouvoir des mains du gouvernement provisoire dans celle des Soviets; ce fut le cas, tout d'abord, à Pétrograd, ensuite à Moscou; il s'étendit très vite à la région de la Volga, au district de l'Oural et à la Sibérie. La volonté du peuple

trouva son expression dans la formule: «Tout le pouvoir aux Soviets»! et elle alla se répandre dans le pays tout entier. La solution de la situation était fournie par le congrès des Soviets du Nord, qui proclamait: «Le gouvernement de Kerenski doit s'en aller; les Soviets sont le seul pouvoir!»

Ceci se passait le 10 octobre 1917. En fait, tout le pouvoir était déjà aux mains des Soviets. En juillet, le soulèvement de Pétrograd contre Kérénsky fut étouffé, mais au mois d'août, l'influence des ouvriers révolutionnaires et de la garnison fut assez forte pour empêcher l'attaque tentée par Korniloff. Les forces du Soviet de Pétrograd s'accrurent de jour en jour. Le 16 octobre, il forma son propre Comité Militaire, ce qui était un défi et une provocation ouverte contre le gouvernement. Le Soviet, grâce à son comité Militaire Révolutionnaire se prépara à défendre Pétrograd contre le gouvernement de la coalition de Kérénsky et contre une attaque possible du général Kaledine et de ses cosaques contre-révolutionnaires. Le 22 octobre, tout le prolétariat de Pétrograd, appuyé solidairement par la garnison, fit une immense démonstration à travers toute la ville, contre le gouvernement et en faveur de «Tout le pouvoir aux Soviets». Le Congrès pan-russe des Soviets devait s'ouvrir le 25 octobre.

Le 23 octobre, le Soviet de Pétrograd avait ordonné au cabinet Kerensky de se dissoudre dans les vingt-quatre heures. Le gouvernement provisoire, voyant son existence en imminent péril, eut recours à une action décisive.

Poussé à l'exaspération, Kérénsky résolut – le 24 octobre – de supprimer la presse révolutionnaire, d'arrêter les révolutionnaires militants les plus en vue à Pétrograd, et de supprimer les commissaires actifs du Soviet. Le gouvernement s'appuyait sur les troupes «fidèles» et les junkers des écoles militaires d'étudiants. Mais il était trop tard, la tentative d'appuyer le gouvernement échoua. Dans la nuit du 24 au 25 octobre (du 6 au 7 novembre), le gouvernement de Kérénsky fut dissous pacifiquement et sans effusion de sang et la

suprématie exclusive des Soviets fut établie. Le parti communiste vint au pouvoir. C'était l'apogée politique de la Révolution Russe.

IV. Le régime bolcheviste

Différents facteurs contribuèrent au succès de la Révolution. Premièrement, elle ne rencontra presque pas d'opposition effective: la bourgeoisie russe était désorganisée, faible et nullement disposée à lutter. Mais la cause principale de sa victoire était due à l'enthousiasme débordant avec lequel les organes révolutionnaires gagnaient le peuple tout entier. «À bas la guerre», «Paix immédiate», «La terre au paysan et l'usine à l'ouvrier», «Tout le pouvoir aux Soviets» étaient les cris passionnés exprimant les aspirations immédiates du peuple. Rien ne pouvait résister à leur dynamisme impétueux.

Un autre facteur très important était l'unité des divers éléments révolutionnaires dans leur opposition contre le gouvernement de Kérensky. Bolchéviks, anarchistes, socialistes-révolutionnaires de gauche, les nombreux prisonniers politiques libérés, les exilés de Sibérie et des centaines d'émigrants révolutionnaires de retour au pays, tous avaient travaillé pour un but commun, durant les mois de février à octobre.

Mais s'il était facile de commencer la Révolution, c'était toute autre chose de veiller à son développement et de la mener à ses fins logiques, comme l'avait dit Lénine dans un de ses discours. Deux conditions s'avéraient indispensables: l'unité continuelle de toutes les forces révolutionnaires et le concours de la bonne volonté, de l'initiative et des meilleures énergies dans la nouvelle construction sociale. Il faut toujours se rappeler qu'une révolution n'implique pas uniquement la destruction. La Révolution a pour but de détruire et de construire ensuite, la plus grande importance doit être attachée au second facteur. Pour le plus grand malheur, les principes et méthodes des bolchéviks prouvèrent

bientôt qu'ils entravaient l'activité créatrice des masses. Les Bolchéviks sont marxistes. Quoiqu'ils fassent leurs et proclament, en octobre, les mots d'ordre anarchistes (action directe du peuple, expropriation, soviets libres, etc.), ce n'était pas leur philosophie sociale qui leur dictait cette attitude. Ils avaient senti la volonté populaire, les vagues montantes de la Révolution les avaient entraînés bien au-delà de leurs théories. Mais ils restèrent marxistes dans le cœur.

Au fond, ils n'avaient pas confiance dans le peuple et en son initiative créatrice. Comme social-démocrates, ils se méfiaient des paysans et comptaient plutôt sur l'appui de la petite minorité révolutionnaire de l'élément industriel. Ils avaient convoqué l'assemblée constituante, et ce n'est que lorsqu'ils furent convaincus qu'ils n'y auraient pas la majorité, et ne pourraient, par conséquent, prendre en main la direction de l'État, qu'ils se résolurent soudain à la dissolution de l'Assemblée, quoique cette mesure constituât le reniement des principes fondamentaux du marxisme. (Par hasard, ce fut un anarchiste, Anatole Zelesniakov, chargé de la garde du palais, qui prit l'initiative dans cette affaire.) Marxistes, les bolchéviks exigèrent la nationalisation de la terre, la propriété, la distribution et le contrôle aux mains de l'État. Ils étaient opposés, en principe, à la socialisation et ce n'est que la pression des socialistes-révolutionnaires de gauche (parti de Spiridonova-Kamkov) dont l'influence était traditionnelle auprès des paysans, qui obligea les bolchéviks à adopter le programme agraire intégral des socialistes-révolutionnaires, de l'«avalier», comme a dit Lénine.

Dès les premiers jours de l'accession des Bolchéviks au pouvoir politique, leurs tendances marxistes commencèrent à se manifester au détriment de la Révolution. La méfiance socialiste-révolutionnaire des paysans accentua leurs méthodes et influença leurs agissements. Aux Congrès Pan-russes, les paysans n'eurent pas une représentation égale à celle des

ouvriers industriels. Les bolchéviks ne stigmatisèrent pas seulement les spéculateurs et exploiters des campagnes, mais encore toute la population des campagnes qualifiée de «bourgeois» incapables de collaborer au socialisme avec le prolétariat. Le gouvernement bolchéviste s'opposait aux représentants paysans dans les Soviets et les Congrès nationaux cherchaient à empêcher leurs efforts d'indépendance, restreignaient l'essor et l'activité du Commissariat agraire qui était alors l'élément vital de la reconstruction de la Russie. (Ce commissariat était présidé par un socialiste-révolutionnaire de gauche). Inévitablement, cette attitude causa beaucoup de mécontentement dans les grandes masses paysannes.

Le moujik russe est simple et naïf; mais avec l'instinct de l'homme primitif, il ressent immédiatement un préjudice: la dialectique la plus subtile ne peut ébranler sa conviction acquise. La dictature du prolétariat, pierre de touche du credo marxiste, offensa et porta préjudice aux paysans. Ceux-ci réclamaient une part égale dans l'organisation et l'administration des affaires du pays. N'avaient-ils pas été esclaves, opprimés et ignorés assez longtemps? Le paysan considérait la dictature du prolétariat comme ayant été établie contre lui-même. «Si dictature il y a, affirmait-il, pourquoi ne serait-ce pas la dictature unique de tous ceux qui travaillent, des travailleurs des villes comme ceux de la campagne?»

Ensuite, vint la paix de Brest-Litovsk. Par ses résultats ultérieurs, elle fut le coup de grâce à la Révolution, la mort de la Révolution. Deux mois auparavant, en décembre 1917, Trotsky avait refusé d'un beau geste de noble indignation, la paix offerte par l'Allemagne à des conditions bien plus avantageuses pour la Russie; «Nous ne faisons pas de guerre, nous ne signons pas de paix», avait-il proclamé et la Russie révolutionnaire l'applaudit.

«Pas de compromis avec l'impérialisme allemand, pas de

concessions» clamait le pays entier et le peuple était prêt à défendre sa révolution jusqu'à la mort. Mais maintenant, Lénine demandait la ratification d'une paix qui était une trahison perfide de la majeure partie de la Russie. La Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, l'Ukraine, la Russie blanche et la Bessarabie, devaient être livrées à l'oppression et à l'exploitation de l'envahisseur allemand et de sa bourgeoisie. C'était chose monstrueuse – le *sacrifice* des principes de la Révolution et aussi de ses intérêts.

Lénine insista sur la ratification, en alléguant que la Révolution avait besoin de «respirer», que la Russie était épuisée et que la paix permettrait à l'oasis révolutionnaire de se fortifier pour de nouveaux efforts. Trotsky était silencieux. Les forces révolutionnaires s'effritaient.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche, la plupart des anarchistes et beaucoup d'éléments révolutionnaires étaient irréductiblement hostiles à une paix avec l'impérialisme, particulièrement aux conditions édictées par l'Allemagne. Ils déclaraient qu'une telle paix était nuisible à la Révolution; que le principe de «paix sans annexions» ne devait pas être sacrifié; que les conditions de l'Allemagne entraînaient la plus perfide trahison contre les ouvriers et paysans des provinces exigées par les Prussiens; que cette paix assujettirait toute la Russie à la dépendance économique et politique de l'Impérialisme allemand; que les envahisseurs s'approprieraient les blés ukrainiens et le charbon du bassin du Don et mèneraient la Russie à la ruine industrielle.

Mais l'influence de Lénine fut concluante. Il l'emporta. La paix de Brest-Litovsk fut ratifiée par le IV^e Congrès des Soviets.

En refusant les conditions de la paix allemande offerte en décembre 1917, Trotsky, le premier, affirma que les ouvriers et paysans, inspirés et armés par la Révolution, pourraient venir à bout de toute armée d'envahisseurs, en organisant une

guerre de francs-tireurs. Les socialistes-révolutionnaires de gauche provoquèrent des soulèvements de paysans pour combattre les Allemands, confiants qu'aucune armée ne pourrait vaincre l'ardeur révolutionnaire d'un peuple luttant pour sa grande Révolution. Ouvriers et paysans, répondant à cet appel, formèrent des corps militaires et s'élancèrent à l'aide de l'Ukraine et de la Russie blanche, qui luttèrent alors vaillamment contre l'envahisseur allemand. Trotsky ordonna à l'armée russe de poursuivre et de dissoudre ces unités.

Vint l'assassinat de Mirbach. Ce fut une protestation et un défi lancés à l'impérialisme allemand en Russie. Le gouvernement bolchévique prit des mesures pour exercer la répression: il était sous le coup de ses obligations envers l'Allemagne! Dzerjinsky, le chef de la Tcheka pan-russe, exigea qu'on livrât le terroriste coupable. C'est un fait unique dans les annales révolutionnaires: un parti révolutionnaire au pouvoir demandant à un autre parti révolutionnaire, avec lequel il avait jusque-là coopéré, l'arrestation et la condamnation d'un révolutionnaire pour avoir supprimé le représentant d'un gouvernement impérialiste.

La paix de Brest-Litovsk avait mis les bolchéviks dans une position anormale: être les gendarmes du Kaiser. Les socialistes-révolutionnaires de gauche répondirent à l'ordre de Dzerjinsky en arrêtant celui-ci. Ce fait, ainsi que les escarmouches armées qui s'ensuivirent, quoiqu'insignifiants en eux-mêmes, furent exploités par les bolchéviks au point de vue politique. Ils soutinrent que c'était une tentative des socialistes-révolutionnaires de gauche de s'emparer du pouvoir. Ils mirent ce parti hors la loi, et son extermination commença.

Ces méthodes et tactiques des bolchévistes n'étaient pas accidentelles. Il fut bientôt évident que c'était la politique décidée par l'État Communiste de réprimer toute forme d'expression contraire à celle du gouvernement. Après la ratification du traité de Brest-Litovsk, les socialistes-

révolutionnaires de gauche retirèrent leur représentant auprès du Soviet des Commissaires du Peuple. Les bolchéviks eurent le contrôle exclusif du gouvernement. Sous un prétexte ou un autre, commença la suppression la plus arbitraire et la plus cruelle des autres partis et groupes politiques. Les Menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite avaient été liquidés longtemps auparavant, en même temps que la bourgeoisie russe. Ce fut alors le tour des éléments révolutionnaires: socialistes-révolutionnaires de gauche, anarchistes et révolutionnaires sans parti.

Mais la «liquidation» de ceux-ci nécessitait bien plus que la suppression de petits groupes politiques. Les éléments révolutionnaires avaient beaucoup de partisans: socialistes-révolutionnaires de gauche parmi les paysans; les anarchistes surtout dans le prolétariat des villes.

La nouvelle tactique bolchévique fut d'extirper tout signe de mécontentement, d'étouffer toute critique, de réprimer toute opinion et effort indépendants. C'est alors que les bolchéviks inaugurent leur dictature *sur* le prolétariat; ainsi est-elle caractérisée dans l'esprit populaire en Russie. L'attitude du gouvernement envers les paysans est maintenant nettement hostile et le recours à la force est de plus en plus fréquent. Les unions de travailleurs (syndicats) sont dissous, souvent par la force, si leur fidélité au Parti Communiste est suspectée. Les coopératives sont attaquées. Ce grand organisme, lien fraternel entre la ville et la campagne et dont la fonction économique était vitale pour les intérêts de la Russie et de la Révolution, voit son importante activité de production et d'échange des objets de première nécessité entravée, il est désorganisé et finalement aboli. Arrestations, perquisitions nocturnes, exécutions, sont à l'ordre du jour.

La commission extraordinaire (Tchéka), fondée pour combattre la contre-révolution et la spéculation, devient la terreur de tout ouvrier et paysan. Ses agents secrets sont partout,

découvrant toujours des complots, suivis d'exécutions sans défense, sans procès et sans appel. De révolutionnaire qu'elle était, la Tchéka devint l'organisation la plus redoutée, dont l'injustice et la cruauté répandent la terreur à travers le pays. Toute-puissante, ne devant rendre de comptes à personne, elle devient une véritable institution; elle a sa propre armée, assume le service de la police, exerce la justice et les pouvoirs administratifs et exécutifs, fait ses propres lois qui ont plus de valeur que celles de l'État reconnu. Les prisons et camps de concentration sont remplis de soi-disant contre-révolutionnaires et spéculateurs, dont 95 % sont des ouvriers affamés, de simples paysans et même des enfants de 10 à 14 ans (voir les rapports d'enquêtes dans les prisons; pour Pétrograd, dans la «Krasnaya gazetta»; pour Moscou, dans la «Pravda», numéros de mai, juin, juillet 1920). Le Communisme devient, dans l'esprit du peuple, synonyme de Tchéka et cette dernière le résumé de tout ce qui est mauvais et brutal. La semence du sentiment contre-révolutionnaire est ainsi répandue à la volée.

Les autres agissements politiques du «gouvernement révolutionnaire» se développent de la même façon. Une centralisation mécanique paralyse l'activité industrielle et économique du pays. On réprime l'initiative et l'effort individuel est systématiquement découragé. On ôte aux masses l'occasion de s'adapter à une politique ou de prendre part à l'administration des affaires du pays. Le gouvernement monopolise toute la vie: la Révolution est enlevée au peuple. Une machine bureaucratique est créée, effrayante quant au nombre, à l'inefficacité et à la corruption. Rien qu'à Moscou, cette nouvelle classe de *sovburs* (bureaucrates bolchévistes) est supérieure en nombre au total des employés d'administration du régime tsariste dans toute la Russie en 1914. (Voir le rapport officiel de l'enquête du Comité des Soviets de Moscou.)

La politique économique des bolchéviks, fortement aidée par

cette bureaucratie, désorganise complètement la vie industrielle du pays, déjà malade. Lénine, Zinoviev et d'autres leaders communistes se dépensent en invectives contre cette nouvelle bourgeoisie soviétique mais les nouveaux décrets ne font qu'en accroître le nombre et la force. Le système de *yedynolitchije*, (la direction par un seul homme), est mis en pratique. Lénine, lui-même, en est l'instigateur et le défenseur. Désormais, les conseils de magasins et d'usines sont abolis, dépouillés de tout pouvoir. Chaque moulin, chaque mine et usine, les chemins de fer et toutes les autres industries devront être dirigés par un chef unique, un «spécialiste», et l'ancienne bourgeoisie tsariste est autorisée à y participer.

Les anciens banquiers, spéculateurs de bourse, propriétaires de moulins et contre-mâîtres d'usine deviennent les chefs, ont le seul contrôle de ces industries, et un pouvoir absolu sur les ouvriers, C'est à eux qu'incombe le soin d'embaucher, d'employer et de renvoyer la main-d'œuvre, de lui accorder ou de la priver du *payok* (ration quotidienne alimentaire), et même de la punir et de la livrer à la Tchéka.

Les ouvriers qui avaient combattu et donné leur sang pour la Révolution et étaient prêts à souffrir la faim et le froid pour la défendre, s'indignent contre cette imposture incroyable qu'ils considèrent comme la pire trahison. Ils ne veulent pas être dominés par ces mêmes propriétaires et chefs qu'ils avaient chassés, lors de la Révolution, hors des usines, et qui les avaient si maltraités. Ils n'ont aucun intérêt à une pareille reconstruction. Le «nouveau système», proclamé par Lénine comme sauveur des industries, aboutit à la paralysie complète de la vie économique de la Russie, chasse les ouvriers en masse de l'usine et les emplit d'amertume et d'aversion pour tout ce qui est «socialiste». Les principes et tactiques du mécanisme marxiste de la Révolution consacrent sa condamnation.

Le Frankenstein des bolchéviks prouva que c'est une fanatique

illusion de croire que le petit groupe de conspirateurs qu'ils constituaient, pouvaient accomplir une transformation sociale complète. Erreur qui les poussa à d'innombrables infamies et barbaries. Les méthodes d'une telle théorie, ses moyens inévitables sont de deux sortes: décrets et terreur. Les bolchéviks n'en épargnèrent aucun et, comme le prêchait Boukharine, idéologue des communistes: «La terreur est la façon dont on transforme la nature humaine capitaliste en citoyen bolchéviste. La liberté est un préjugé bourgeois (expression favorite de Lénine), la liberté de parole et de presse inutile et nuisible. Le gouvernement central est le seul dépositaire du savoir et de la sagesse. Il ordonnera tout ce qu'il faut faire. Le seul devoir du citoyen est l'obéissance. La volonté de l'État est souveraine.»

Dépouillée des subtilités destinées surtout au tempérament occidental, le comportement du gouvernement bolchéviste est celui décrit plus haut.

Le gouvernement, le vrai et le seul de la Russie, comprend cinq personnes, membres du Comité Central du Parti Communiste Russe. Ces «cinq chefs» sont tout puissants. Ce petit groupe de conspirateurs, c'est le vrai mot, a contrôlé les richesses de la Russie et de la Révolution depuis la paix de Brest-Litovsk. Ce qui s'est passé en Russie depuis lors est en accord rigoureux avec l'interprétation bolchéviste du Marxisme. Ce Marxisme, reflété par la mégalomanie d'omniscience et de Toute-puissance du comité néo-communiste, a entraîné la débâcle de la Russie. En conformité avec leurs théories, les principes sociaux de la Révolution d'octobre ont été délibérément, systématiquement anéantis. Le but final étant un État puissamment centralisé, sous le contrôle absolu du Parti communiste, l'initiative populaire et les forces créatrices révolutionnaires devaient être éliminées. Le système électoral fut aboli d'abord dans l'armée et la marine, ensuite dans l'industrie. Les Soviets de paysans et d'ouvriers furent châtrés et transformés en des comités communistes d'une

obéissance passive, avec l'épée redoutée de la Tchéka suspendue au-dessus d'eux. Les unions de travailleurs (syndicats) gouvernementalisés furent transformées en de simples porte-paroles des ordres de l'État. Le service militaire obligatoire et ses adversaires punis de mort; le travail forcé et les «réfractaires» susceptibles d'être arrêtés; la conscription agraire et industrielle des paysans; le communisme de guerre dans les villes et le système des réquisitions à la campagne, définies par Radek, simple pillage des récoltes (*International Presse Correspondance*, édition anglais, vol. I, n°17) comme les protestations ouvrières réprimées par l'armée; l'écrasement impitoyable de toute manifestation de mécontentement, les paysans fouettés et leurs villages rasés par l'artillerie (dans les districts de l'Oural, de la Volga et du Kouban, en Sibérie et en Ukraine)..., c'était là l'attitude caractéristique de l'État Communiste envers le peuple, et «la politique économique et sociale de reconstruction» des bolchéviks.

Cependant les paysans et ouvriers russes, tenant à la Révolution pour laquelle ils avaient tant souffert, continuèrent à lutter courageusement sur de nombreux fronts militaires. Ils croyaient défendre la Révolution et souffrirent la faim, le froid et moururent par milliers avec l'espoir insensé que les actes horribles commis par les Communistes cesseraient bientôt. Le russe, naïf, pensait que la terreur exercée par les bolchéviks était, en quelque sorte, la conséquence inévitable des attaques que subissait sa chère patrie de la part d'ennemis redoutables. Mais lorsque les guerres auraient cessé! – le peuple répétait naïvement ce que disait la presse officielle – les bolchéviks en reviendraient à la voie révolutionnaire qu'ils avaient adoptée en octobre 1917 et que la guerre les avaient forcés d'abandonner momentanément.

Les masses espéraient et souffraient. Et quand la guerre prit fin, la Russie poussa un immense soupir de soulagement et

d'espoir. C'était le moment décisif: la grande épreuve était arrivée. Toute une nation attendait frissonnante, la vie ou la mort («To be or not to be»). Mais quand la réalité devint évidente, le peuple fut saisi d'épouvante.

La répression continuait, empirait même. La *rezvyortka*, les expéditions répressives contre les paysans restaient toujours aussi meurtrières. La Tcheka découvrait toujours de nouvelles «conspirations», et les exécutions avaient lieu comme auparavant. La terreur régnait. La nouvelle bourgeoisie bolchéviste tyrannisait les ouvriers et paysans, la corruption était pratiquée sur une grande échelle et ouvertement, et d'immenses quantités de provisions pourrissaient par suite de l'incapacité bolchéviste et de la monopolisation étatiste, tandis que le peuple mourait de faim.

Les ouvriers de Pétrograd, toujours à l'avant-garde des efforts révolutionnaires furent les premiers à clamer leur mécontentement et à protester. Les marins de Kronstadt, après enquête sur les réclamations du prolétariat de Pétrograd, se déclarèrent solidaires des ouvriers. À leur tour, ils annoncèrent leur résistance en faveur de l'établissement de soviets libres, dépouillés de toute contrainte communiste et qui représenteraient réellement les masses révolutionnaires et en exprimeraient les besoins. Dans les provinces du centre de la Russie, en Ukraine, au Caucase, en Sibérie, partout le peuple criait ses misères, ses griefs et portait ses réclamations à la connaissance du gouvernement. L'État bolchevik répondit de sa façon coutumière: les marins de Kronstadt furent anéantis, les «bandits» de l'Ukraine massacrés, les rebelles de l'Est écrasés à coups de canons.

Ceci terminé, Lénine annonça au X^e Congrès du Parti Communiste Russe (mars 1921), que sa politique antérieure avait été complètement fausse. «La *razvyortka*, les réquisitions n'étaient que des vols, la répression violente contre les paysans une faute grave.». Les ouvriers devaient être pris en

considération. La bureaucratie soviétique était corrompue, criminelle et parasitaire. «Les méthodes dont nous avons fait usage, ont échoué. Le peuple – les paysans surtout – n'est pas encore au niveau des «principes» communistes. La propriété privée doit être réintroduite, et le commerce libre rétabli. Désormais, le meilleur communiste est celui qui saura conclure le meilleur contrat. (C'est l'expression même de Lénine.)»

V. □Retour au capitalisme! Prévisions actuelles

La situation actuelle en Russie est anormale. Au point de vue économique, c'est une combinaison de l'État et du capitalisme privé. Au point de vue politique, elle reste la «dictature du prolétariat», ou plus justement, la dictature du Parti néo-communiste.

Les paysans ont obligé les bolchéviks à leur faire des concessions. Les réquisitions violentes sont abolies. L'impôt en nature les a remplacées qui consiste en un pourcentage de sa production dû par le paysan au gouvernement. Le commerce libre a été légalisé et le fermier peut maintenant échanger ou vendre le surplus de sa production au gouvernement, aux coopératives rétablies, ou sur le marché public. La nouvelle politique économique offre un vaste champ à l'exploitation. Elle sanctionne la richesse et l'accumulation de puissance. Le fermier peut maintenant profiter de ses récoltes fertiles, louer de nouveaux champs et exploiter le travail des autres paysans qui ont peu de terres et pas de chevaux pour les labourer. La pénurie du bétail et de mauvaises récoltes dans plusieurs parties du pays ont créé une nouvelle classe de «journaliers» qui se louent à de riches paysans. Les gens pauvres émigrent des régions qui souffrent de la famine et viennent grossir les rangs de cette classe. Le capitalisme villageois est en train de se constituer.

L'ouvrier de la ville en Russie, sous le nouveau régime économique d'aujourd'hui, est exactement dans la même position que dans les autres pays à régime capitaliste. La libre

distribution de vivres est abolie, à l'exception de quelques industries dirigées par l'État. L'ouvrier est salarié et doit acheter tout ce dont il a besoin, comme dans tous les pays. La plupart des industries, dans la mesure où elles sont en activité, ont été données ou louées à des personnes privées. Le petit capitaliste a la main libre maintenant et un vaste champ s'ouvre à son activité. L'excédent du fermier, les produits de l'industrie, des professions campagnardes, et de toutes les entreprises de la propriété privée, assujettis aux lois classiques du monde des affaires, peuvent être achetés et vendus. La concurrence dans le commerce du détail mène à la fusion et à l'accumulation des richesses dans les mains de quelques particuliers. Le capitalisme qui se développe dans les villes et les campagnes ne peut pas coexister longtemps avec la «dictature du prolétariat». L'alliance anormale entre cette dernière et le capitalisme étranger sera, dans un avenir prochain, un des facteurs importants quant au destin de la Russie.

Le gouvernement bolchévique s'efforce toujours d'entretenir la dangereuse illusion que «la Révolution suit son cours», que la Russie est «régie par des soviets de prolétaires», et que le Parti Communiste et l'État représentent le peuple. Il parle encore toujours au nom du «prolétariat» et essaye de tromper le peuple par de nouvelles chimères. Maintenant, les bolchéviks déclarent que, lorsque l'industrie russe sera ressuscitée, grâce à l'œuvre de notre capitalisme croissant, la «dictature du prolétariat» sera aussi plus forte et que nous recourrons à nouveau à la nationalisation. «L'État réduira et supplantera alors systématiquement les industries privées et brisera la puissance de la bourgeoisie qui se sera développée entre temps.

Après une période de dénationalisation partielle, une nationalisation plus étendue commence, dit Preobrajenski, commissaire des finances dans son récent article: «Les perspectives de la Nouvelle Politique Économique». Et alors le

«socialisme sera victorieux sur toute la ligne.»

Radek est moins diplomate. Dans son analyse politique de la situation en Russie, intitulée: «La Révolution russe est-elle une Révolution bourgeoise?» (I.P.C., 16 décembre 1921), il nous dit: *«Nous ne voulons certainement pas dire qu'au bout d'une année nous confisquerons de nouveau les marchandises nouvellement accumulées. Notre politique économique est basée sur un temps beaucoup plus long... Nous nous préparons sérieusement à coopérer avec la bourgeoisie; c'est incontestablement dangereux pour l'existence du gouvernement des Soviets, parce que ce dernier perd le monopole de la production industrielle, et aussi pour les paysans. N'est-ce pas là le signe de la victoire définitive du capitalisme? Et ne pouvons-nous pas affirmer maintenant que notre révolution a perdu son caractère révolutionnaire?...»*

À ces questions opportunes et significatives, Radek répond complaisamment par un Non catégorique. Il admet naturellement, comme Marx l'avait dit, que les concessions économiques déterminent les concessions politiques, et que des concessions économiques à la bourgeoisie doivent amener aussi des concessions politiques. Il se souvient que, lorsque la puissante classe des propriétaires terriens de Russie commença à accorder des concessions économiques à la bourgeoisie, ces concessions furent bientôt suivies de concessions politiques et qu'ensuite la capitulation de la classe des propriétaires terriens s'ensuivit. Mais il affirme que «les bolchéviks maintiendront leur pouvoir, même lors de la restauration du capitalisme. La bourgeoisie est, historiquement, une classe en décadence et mourante... C'est pourquoi la classe des travailleurs (sic) russes peut refuser des concessions politiques à la bourgeoisie; et elle a raison d'espérer que ses propres forces tant nationales qu'internationales s'accroîtront plus vite que la puissance de la bourgeoisie russe.»

Entre temps, quoiqu'on lui assure avec autorité que «sa

puissance tant nationale qu'internationale doit s'accroître», l'ouvrier russe est dans une triste condition. La nouvelle politique économique a fait du «dictateur» prolétaire un simple esclave, réduit à son salaire quotidien, tout comme son frère des pays non bénis par la dictature socialiste. La suppression du monopole national du gouvernement a eu pour résultat de priver des centaines de milliers d'hommes et de femmes de travail. Beaucoup d'établissements soviétiques ont été fermés; les autres ont renvoyé de 50 à 75 % de leurs employés. La grande affluence dans les villes des paysans et villageois ruinés par la *razvyortka*, et de ceux qui s'enfuyaient des districts où régnait la famine, a donné naissance au problème des sans-travail, problème d'une ampleur effrayante. Le rétablissement de la vie industrielle par le capital privé est une chose très lente, due à la méfiance générale contre l'État bolchéviste et ces promesses.

Mais lorsque les différentes industries commenceront de nouveau à fonctionner plus ou moins systématiquement, la Russie sera placée devant une situation du travail difficile et complexe. Les organisations du travail, les syndicats n'existent pas en Russie, en ce qui concerne l'activité propre à ces organisations. Les bolchéviks les ont déjà abolis depuis longtemps. En même temps que le développement de la production et du capitalisme, tant gouvernemental que privé, la Russie verra naître un nouveau prolétariat, dont les intérêts entreront naturellement en conflit avec ceux de la classe des employeurs. Une lutte acharnée est imminente, lutte de double nature: contre le capitaliste et contre l'État en tant qu'employeur. Il est même probable que la situation donnera naissance à un troisième facteur: l'antagonisme entre les ouvriers employés dans les entreprises de l'État et ceux, mieux payés, des établissements privés. Quelle sera l'attitude du gouvernement bolchéviste? La Nouvelle Politique Économique a pour objet d'encourager, de toutes les façons, le développement de l'entreprise privée et d'accélérer l'extension de l'industrie. Des magasins, des mines, des

usines ont déjà été concédés à des capitalistes. Les demandes de travail tendent à diminuer les profits; elles viennent avec l'accroissement régulier des affaires. Et quant aux grèves, elles arrêtent la production et paralysent l'industrie. Les intérêts du Capital et du Travail seront-ils déclarés solidaires en Russie bolchéviste?

L'exploitation industrielle et agraire de la Russie, sous la Nouvelle Politique Économique doit amener inévitablement la formation d'un mouvement puissant des travailleurs. Les organisations d'ouvriers consolideront et uniront le prolétariat des villes avec celui des campagnes, pour demander ensemble de meilleures conditions de vie. En considérant la mentalité actuelle de l'ouvrier russe, enrichie par son expérience de quatre ans de régime bolchéviste, il est plus que probable que les prochaines organisations ouvrières russes reposeront sur des bases syndicalistes. Ce sentiment est très développé chez les ouvriers russes. Les principes et méthodes du syndicalisme révolutionnaire ne leur sont pas étrangers. L'œuvre efficace des comités de magasins et d'usines dans l'expropriation de la bourgeoisie en 1917 est un souvenir encourageant, toujours présent à la mémoire du prolétariat. Et même dans le Parti Communiste, parmi ses éléments travailleurs, la doctrine syndicaliste est populaire. La célèbre opposition ouvrière, menée par Chliapnikoff et Alexandra Kollontaï, dans le parti même, était purement syndicaliste. Comme telle elle fut supprimée par le parti Lénine-Zinoviev.

Quelle attitude le gouvernement bolchéviste adoptera-t-il envers le mouvement ouvrier qui va se développer en Russie, qu'il soit entièrement ou partiellement syndicaliste? Jusqu'à maintenant l'État a été l'ennemi mortel du syndicalisme ouvrier à *l'intérieur* de la Russie, quoiqu'il l'encourageât dans d'autres pays. Au X^e Congrès du Parti Communiste Russe (mars 1921), Lénine fit une guerre impitoyable aux moindres tendances syndicalistes, et la discussion des théories

syndicalistes, fut même interdite aux communistes sous peine d'exclusion du Parti. (Voir le rapport officiel du X^e Congrès.) Plusieurs membres de l'Opposition ouvrière furent arrêtés et emprisonnés. Que la dictature communiste puisse résoudre d'une manière satisfaisante les problèmes difficiles que suscite un vrai mouvement ouvrier sous le régime autocrate bolchéviste est aujourd'hui démenti. Ces problèmes comprennent les principes de centralisation marxiste, le fonctionnement d'organisations commerciales ou industrielles indépendantes du gouvernement omnipotent, et une opposition active au capitalisme privé. Mais les travailleurs russes auront bientôt non seulement à combattre les grands et petits capitalistes. Ils seront aussitôt en conflit avec le capitalisme d'État.

Pour bien comprendre l'esprit et le caractère de la phase actuelle du bolchévisme, il faut comprendre que la soi-disant «Nouvelle Politique Économique» n'est ni nouvelle ni économique, proprement dit. C'est du vieux marxisme politique et la seule source de la sagesse bolchéviste. Comme socialistes démocrates, ils sont restés fidèles à leur évangile. «C'est seulement dans un pays, où le capitalisme est très fortement développé, qu'il peut y avoir une révolution sociale», tel est l'axiome de la religion marxiste. Les bolchévistes l'appliquent en ce moment à la Russie. Dans les jours d'octobre de la Révolution, ils s'écartaient sans cesse de l'application pleine et exacte des principes de Marx. Mais ce n'était pas qu'ils doutaient du prophète, non. C'était plutôt que Lénine et ses partisans, opportunistes politiques, étaient obligés, sous la poussée de l'irrésistible volonté populaire, de suivre une voie réellement révolutionnaire. Mais de tout temps ils s'accrochaient aux basques de Marx et, à chaque occasion essayèrent de détourner la Révolution pour l'engager dans les voies de Marx.

Radek nous rappelle naïvement que déjà «en avril 1918, dans un discours prononcé par le camarade Lénine, le gouvernement des Soviets essaya de définir nos futurs travaux et *d'indiquer la*

méthode que nous appelons maintenant la Nouvelle Politique Économique». (I.P.C., I^{er} volume n°17.)

Aveu significatif! Les différentes politiques adoptées aujourd'hui par les bolchéviks sont, en effet, la continuation du bon marxisme orthodoxe, bolchéviste de 1918. Les leaders bolchévistes conviennent maintenant que la Révolution, dans son développement postérieur aux jours d'octobre, a été purement politique, et non sociale. Et on doit insister sur le fait mécanique que la centralisation opérée par l'État communiste fut fatale à la vie économique et sociale du pays. La dictature violente du Parti détruisit l'unité des ouvriers et paysans, et engendra une attitude dévoyée et bureaucratique envers la reconstruction révolutionnaire. L'interdiction formelle de la liberté de parole et de critique, non seulement aux masses, mais encore dans le Parti Communiste lui-même, aboutit à sa perte, *par ses propres fautes*.

Et maintenant? Le marxisme bolchéviste est toujours pratiqué dans la malheureuse Russie. Mais c'est un crime monstrueux que de vouloir prolonger cette comédie sanglante et erronée où un édifice communiste, voisine avec un capitalisme maladif, artificiellement développé. Ce capitalisme ne pourra jamais être détruit – comme prétendent Lénine et C^{ie} – par les procédés réguliers de l'État Bolchéviste, devenu puissant sur le plan économique. C'est pourquoi les «nouvelles politiques» sont une illusion et un piège, foncièrement réactionnaires. Ces politiques, portent en elles-mêmes la nécessité d'une autre Révolution.

L'humanité torturée tournera-t-elle toujours dans le même cercle vicieux?

Les ouvriers comprendront-ils enfin la grande leçon de la Révolution russe: que tout gouvernement, quelque soit le nom dont il se pare et quelque belles que soient ses promesses, est de par sa nature, et en tant que gouvernement, le

destructeur du but même de la Révolution sociale? La mission d'un gouvernement est de gouverner, d'assujettir, de se fortifier et de se perpétuer.

Les ouvriers comprendront-ils que seuls leurs propres efforts créateurs et productifs, organisés en toute indépendance et à l'abri de toute ingérence politique et étatiste, peuvent faire aboutir leur lutte séculaire et trouver le succès? □

Février 1922.
Alexandre Berkman.